

Consultations publiques

Référence : Consultation publique n°2018-003 du 15 février 2018 relative à la prise en compte de l'autoconsommation dans la structure du TURPE HTA-BT et des tarifs réglementés de vente

Anonyme_Confirmation : La réponse pourra être publiée par la CRE Prénom : julien Nom : MOREAU Société : SunShare Rue : 8 rue enghien Code postal : 44700 Ville : ORVAULT Pays : FRANCE Adresse mail : julien.moreau@sunshare.fr Téléphone : 0651761042 Fax :

Votre question : Bonjour, Votre délibération sur l'autoconsommation, puis cette consultation sur le tarif d'utilisation des réseaux montre à quel point le système électrique français reste peu perméable à la transition effective vers les EnR et le consommateur – producteur. Nous avons déjà contribué avec espoir à une consultation sur l'autoconsommation qui s'est révélée une perte de temps au vu de vos conclusions. Vous réitérez ces consultations comme si nous avions du temps à consacrer facilement au débat public. C'est un moyen de favoriser les opérateurs centralisés qui seuls ont les moyens de contribuer au débat. Vous présentez une volonté de mettre “l'autoconsommation au service de l'intérêt du réseau”, on y voit une volonté de protéger les intérêts d'ENEDIS. Le citoyen attendra à l'inverse un réseau au service de ses usagers, qui deviennent producteurs. L'autoconsommation sera le modèle de développement du photovoltaïque, et votre attitude retarde l'échéance en France, nous faisant courir le risque de perdre des opportunités de la découverte de business modèles originaux et novateurs, créateur de richesses. Votre volonté de “maîtriser” l'autoconsommation traduit surtout votre souhait de la limiter, afin de ne pas nuire au développement des centrales au sol, protégeant les intérêts des groupes centralisés producteurs. Vous faites aussi par là même perdre aux français un levier de gain de pouvoir d'achat, l'autoconsommation étant souvent le moyen de produire au moins cher, raccordement au réseau compris, sans sur-investissement, et limitant les frais divers (coûts de transaction, réseau, marges des opérateurs....).

Cette posture est probablement aussi délétère pour le secteur que le moratoire photovoltaïque de 2010-2011.

Je vous encourage à réfléchir au monde d'après, pas à faire perdurer celui de votre enfance.

C'est contre les hydrocarbures qu'on doit œuvrer, pas contre les nouveaux usages de l'électricité.

Julien MOREAU.